

# HOROYA

TRAVAIL

JUSTICE

SOLIDARITÉ

25  
FRANCS

● BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2<sup>ème</sup> ETAGE ●

B. P. 341 — CONAKRY Tél. 51-50

## CETTE DEUXIÈME SESSION MARQUE UN JALON IMPORTANT DANS LE RENFORCEMENT DES RELATIONS ENTRE NOS DEUX PAYS

souligne le Président Ahmed SÉKOU TOURÉ en ouvrant hier la réunion de la commission paritaire guinéo-sierra léonaise

La 2<sup>e</sup> session de la commission paritaire guinéo-sierra-Léonaise s'est ouverte hier, lundi sous la présidence du Chef de l'Etat guinéen, le Président Ah. Sékou Touré.

Après avoir présenté à nos hôtes de marque, les membres de la délégation guinéenne qui participent aux travaux de cette session, le Chef de l'Etat a tout d'abord fait remarquer que les nombreux liens qui unissent en particulier la Guinée, le Libéria et la Sierra-Leone sont d'ordre historique ; il souligne alors, la carte géographique de la Guinée à l'appui, la nécessité impérieuse pour nos Etats de renforcer la base de leur coopération dans tous les domaines. «La Guinée faisant unité avec le Libéria et la Sierra-Leone, a-t-il dit en substance, nous sommes condamnés à nous entendre afin d'assurer le développement économique et social de nos peuples.»

C'est ainsi d'ailleurs pourquoi les réunions des Commissions paritaires, qu'elles se tiennent en Guinée ou en Sierra-Leone, sont toujours présidées par l'un des deux Chefs d'Etat.

Le Président Ah. Sékou Touré, après avoir parlé brièvement des réalisations et des activités économiques de notre peuple, réalisations communes à nos Etats frères, a dit : «Les perspec-

tives d'avenir sont tout aussi exaltantes».

Le Chef de l'Etat avait à ses côtés, outre le Ministre d'Etat El-Hadj Saïfoulaye Diallo, MM. Ismael Touré, Ministre du Développement économique, Diakité Moussa, Ministre du Commerce et des Banques, Camara Balla, Ministre du Commerce Intérieur, Ousmane Baldé, Secrétaire d'Etat au ministère d'Etat, Toumany Sangaré, Secrétaire d'Etat à la Justice, Abdoulaye Diallo, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Néné Khaïy Camara, secrétaire général du gouvernement et Magué Gadiri, ambassadeur de Guinée en Sierra-Leone.

Le délégation de la Sierra-Leone conduite par l'honorable Maïgare, Ministre des Affaires étrangères comprend en outre M.M Salomon Brait, Directeur général des Chemins de fer, Tidjane Kaba, Directeur général au ministère du Commerce et de l'Industrie, Abayobé Tidjane, Directeur général du ministère de l'Agriculture et des ressources naturelles et l'ambassadeur de Sierra-Leone en Guinée.

Nous publions ci-après le discours d'ouverture prononcé par le Chef de l'Etat ainsi que la réponse du Chef de la délégation de Sierra-Leone.

sportifs se sont déroulés avec satisfaction.

Tous nos efforts doivent tendre au renforcement et à l'intensification de nos échanges commerciaux pour aboutir très rapidement à une harmonisation de nos économies et à la liquidation du sous-développement.

Ainsi, je souhaite que de nos travaux sortent des résolutions et décisions qui

marqueront une étape nouvelle vers l'intégration régionale des Etats Africains.

C'est le voeu de la Guinée, c'est le voeu de toute l'Afrique consciente.

En vous souhaitant à vous, Frères de Sierra-Leone, un séjour agréable en Guinée, pays à nous tous, je déclare ouverte la seconde réunion de la Commission Paritaire.

Vive l'Etat frère de Sierra-Leone !

Vive la Coopération entre la Sierra-Leone et la Guinée !  
Vive l'Unité Africaine !

### INTERVENTION DE LA DÉLÉGATION SIERRA LÉONAISE

Après avoir transmis au chef de l'Etat guinéen le message fraternel de Sir Albert Margai, l'honorable Maïgare, chef de la délégation-soeur de Sierra-Leone a tout d'abord exprimé les voeux ardents du peuple sierra léonais pour que se développe la coopération entre nos deux peuples. Il devait alors ajouter : «Je saisis cette occasion pour vous exprimer ma profonde satisfaction pour la reprise des discussions de la commission paritaire guinéo-sierra-leonaise. Cela prouve que nous pouvons coopérer les uns avec les autres. J'ai la conviction que notre présente commission sera la base sur laquelle se matérialisera la zone de libre échange, que nous envisageons de créer avec les autres Etats voisins.»

Nous avons un chemin long et difficile à parcourir. Mais je suis convaincu, Mr. Le Président, qu'avec la bonne volonté et la compréhension mutuelle qui caractérisent les rapports entre nos deux pays, nous atteindrons notre but.»

Le Ministre des Affaires étrangères de Sierra-Leone a ensuite déclaré que son gouvernement oeuvre inlassablement pour l'exécution du programme préconisé dans l'Acte général mis sur pied par les deux pays et se félicite de l'effort fourni dans le même sens par le gouvernement guinéen. «Je suis certain, a-t-il dit en substance que les présentes assises nous permettront de poser un important jalon dans la marche vers l'Unité et la coopération entre nos deux pays, entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et contribuera à la réalisation de l'Unité Africaine à laquelle nous aspirons tous».

#### CHERS FRERES,

Il m'est particulièrement agréable d'ouvrir ce matin cette deuxième réunion de la Commission Paritaire, mise sur pied par l'Acte Général de Coopération conclu par nos deux Etats en 1964.

Elle marque un jalon important dans le renforcement des relations entre nos Gouvernements et représente surtout la manifestation concrète de la volonté de coopération de nos deux peuples qui, géographiquement, historiquement et culturellement, n'ont jamais cessé de constituer, malgré les divisions arbitraires, un seul et même peuple.

Cette identité des conditions de vie et des aspirations de nos deux peuples doit nous aider à surmonter, sur la voie du progrès, toutes les difficultés et à déjouer toutes les manœuvres impérialistes tendant à nous diviser.

Aussi, depuis notre accession à l'indépendance, les visites d'Etat échangées ont permis de dégager les perspectives de coopération et d'aboutir à la conclusion de plusieurs accords touchant presque tous les domaines :

- Une convention judiciaire
- Un accord commercial
- Un accord de paiement

- Un accord sur les Télécommunications

- Un accord de coopération culturelle

- Un accord sur les transports

et dont l'application nous a permis de franchir une étape décisive dans la voie de notre rapprochement.

Si ces résultats appréciables ont été atteints, il faut se féliciter de la compréhension et du dévouement de notre Frère et Ami, S.E. le Premier Ministre Albert Margai, auquel je me plais à rendre ici un hommage tout particulier.

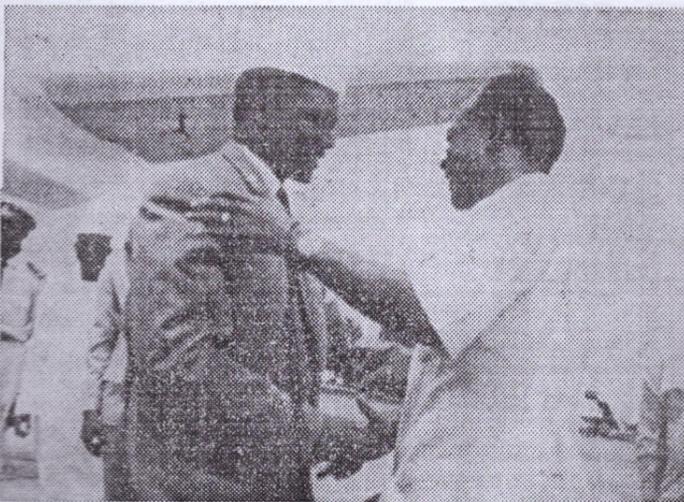
La présente rencontre donc, Chers Frères, doit nous permettre d'examiner les étapes déjà franchies et de fixer pour un avenir prochain des nouveaux objectifs.

En tout cas, nous pouvons d'ores et déjà nous réjouir des progrès très importants réalisés dans la voie d'une coopération fraternelle.

Les divers accords régissant les échanges commerciaux, la coopération judiciaire ont reçu des applications satisfaisantes.

Les engagements pris de part et d'autre pour améliorer l'infrastructure routière et les systèmes de communication sont considérablement avancés dans leur exécution.

Les échanges culturels et



Le Président Ahmed Sékou Touré, Secrétaire général du Parti Démocratique de Guinée est rentré hier en fin de matinée à Conakry, au terme d'un séjour en Moyenne-Guinée.

A l'aéroport le Secrétaire général du Parti a été salué par son frère de lutte, le Président Kwamé N'Krumah, entouré des membres du B.P.N. et des responsables politiques et administratifs de Conakry.

# La Guinée l'Afrique le monde

## PRODUCTION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE CRITERE DE LA REVOLUTION

### LE CHAMP COLLECTIF DES MILITANTS DE MAMOU

Les militants et militantes des onze comités de base de la ville de Mamou, mobilisés dans un enthousiasme général, ont organisé dimanche 22 mai un investissement humain pour répondre aux recommandations de production de maïs de la Conférence économique de Mali.

Acette occasion les populations du centre urbain de la section P.D.G. de Mamou se sont rendues massivement dans les lieux choisis a cet effet.

Elles ont participé avec allégresse aux travaux de réalisa-

tion de leur champ collectif de maïs situé à l'entrée de la ville sur la route de Kindia. C'est aux sons des Tams-tams des chants révolutionnaires que les comités de base du Centre urbain, encadrés par des responsables politiques et administratifs de Mamou ont entrepris le nétoyage de ce vaste champ.

Hommes, Femmes et Jeunes munis de houes ou de coupes-coupes ont, dans une ambiance de gaité préparé le champ collectif de maïs pour les prochaines semences.



Sur notre photo : Image de la tournée présidentielle — Partout les militants du P.D.G. ont réservé un accueil populaire et enthousiaste au Secrétaire général du Parti.

**Pour vendre ou pour acheter  
utilisez les petites annonces**

**2 LIGNES POUR 600 FR.**

(PARUTION TROIS JOURS CONSECUTIFS)

ENVOYEZ DES AUJOURD'HUI  
VOTRE ANNONCE A L'ADRESSE DE

# «HOROYA»

B. P. 341 OU BIEN A L'IMPRIMERIE  
- PATRICE - LUMUMBA - 2ème ETAGE  
avec un chèque, un virement  
postal ou un mandat du montant

D'autre part notre service de publicité informe son aimable clientèle que les annonces et communiqués ne seront désormais plus publiés qu'après règlement des frais d'insertion

## LE MONDE EN BREF

**Bamako** — Dans une conférence prononcée samedi à l'Ecole d'administration de Bamako, le Président Modibo Keita a affirmé que la seule voie de développement possible pour les pays africains était la voie socialiste.

Le président malien, qui avait choisi pour thème de sa conférence l'édification du socialisme a déclaré que ce choix procédait d'une juste évaluation des intérêts des peuples et qu'il pouvait également tout naturellement résulter comme au Mali, de l'absence au départ d'un capitalisme autochtone.

Le Président Keita a précisé que l'Etat malien contrôle quatre vingts pour cent des activités économiques du pays.

Il a par ailleurs souligné l'intérêt vital que représente le comité inter-Etats des pays riverains du fleuve Sénégal pour le développement économique des quatre pays membres.

**Moscou** — Plus de 142 millions de citoyens soviétiques se sont rendus dimanche aux urnes pour élire les 1517 candidats au Soviet suprême.

La plupart des personnalités soviétiques sont candidates à l'élection au Soviet suprême. M. Alexis Kossyguine se présente à Moscou à l'élection au Soviet des nationalités, la seconde chambre du Soviet suprême.

**Dar es Salam** — Dar es Salam est plus vieille que les experts le pensent. La capitale tanzanienne est en fait vieille de huit cents ans : des articles de poterie et de la cerroterie découverts récemment lors d'excavations en ont administré la preuve.

La prochaine session du conseil de l'organisation de solidarité des peuples africains et asiatiques se tiendra à Dar es Salam, en septembre prochain, sous l'égide du TANU (Parti d'Union Natio-

nale Africaine du Tanganyika) annonce-t-on officiellement lundi à Dar es Salam.

L'organisation de solidarité afro-asiatique s'est déjà réunie en février 1963 en Tanzanie, à Moshi, dans le nord du pays.

Le lieu exact de la prochaine réunion n'a pas été précisé.

L'objet de l'organisation qui est une entreprise non gouvernementale est de promouvoir et de renforcer les mouvements de solidarité afro-asiatique.

### La tournée d'inspection dans la fédération de Téliélé

Dans le cadre de ses tournées périodiques à travers la Guinée Maritime, M. Kouyaté Mamady, Inspecteur du Travail et des lois sociales a séjourné du 23 au 25 mai dernier dans la Région administrative de Téliélé.

Au cours d'une séance de travail qui réussait les responsables politiques, et les chefs de services régionaux, M. Mamady Kouyaté a déclaré : j'enregistre avec satisfaction l'ensemble des réalisations opérées au niveau de la région, notamment le centre d'accueil, la Permanence fédérale, l'hôtel et les nouveaux bâtiments.

Je suis persuadé que dans un

temps relativement court, la Région de Téliélé s'inscrira dans le rang des meilleures villes de la Guinée grâce à une étroite collaboration entre les responsables de la Région, devant conclure M. Mamady Kouyaté.

« Un acte de violence déplorable... »

déclare

le Président Johnson

Le Président Johnson a déclaré que l'attentat perpétré contre le militant intégrationniste James Meredith, était « un acte de violence terrible que tout Américain sensé ne peut que déplorer ».

M. Meredith, dont l'inscription en qualité de premier étudiant noir à l'université du Mississippi avait déclenché des émeutes, en 1962, a été abattu et blessé le 6 juin dernier, alors qu'il participait sur une autoroute du Mississippi, à une marche organisée en faveur des droits civiques.

De son ranch au Texas, le président Johnson a publié une déclaration dans laquelle il indique avoir demandé au ministre de la justice, de son gouvernement de n'épargner aucun effort afin de traduire le ou les coupables en justice.

Peu après l'attentat, la police avait procédé à l'arrestation d'un blanc d'âge moyen.

### La délégation de l'I. N. R. D. G. poursuit sa visite en U. R. S. S.

M. Mamadou Traoré, directeur de l'Institut national de Recherches et de la Documentation, en visite en URSS sur l'invitation du Présidium de l'Académie des Sciences de l'URSS, a été, durant 5 jours, l'hôte du peuple Kasakh.

Au Présidium de l'Académie des Sciences et de l'Institut de l'Histoire, de l'Archéologie et de l'Ethnographie de la RSS de Kazakhie, M. Mamadou Traoré a pris connaissance des progrès de la science. L'académicien Nouritdin Djandildin, secrétaire savant de l'A.S. de la République qui a reçu M. Traoré, a parlé à l'hôte guinéen des liens de la science avec la pratique, de la formation des cadres de savants, d'une grande activité scientifique et pratique des centres de recherches de la République.

A l'Institut de l'Histoire, de l'Archéologie et de l'Ethnographie, les hommes de sciences ont parlé des civilisations antiques sur le territoire du Kasakhstan. Ils ont expliqué les particularités du passage du peuple Kasakh, confin semi-colonial sous le tsarisme, au socialisme.

(A.P.N)

M. Traoré a par ailleurs visité avec un grand intérêt l'exposition des réalisations de l'économie nationale de la République qui occupe la seconde place après la République de Russie en URSS pour le développement économique et pour le niveau du développement de l'industrie et de l'agriculture. Dans l'entretien avec les dirigeants de l'exposition, l'hôte guinéen a noté que pas un seul pays capitaliste n'a marqué de rythmes aussi élevés du développement économique. Pendant le séjour à Alma-Ata, l'hôte guinéen a visité le combinat textile en construction, le combinat des vins champagnisés et de table, les studios cinématographiques « Kazahstan-film ». Dans la région de Djamboul, il a visité le Kolkhoz Lénine dont le revenu net par an est de plus de trois millions de roubles.

Pendant les derniers jours de son séjour au Kazakhstan, M. Mamadou Traoré a été reçu par M. Soumiat Aimanov, ministre de l'Instruction, et par Mme Leili Galimjanova, ministre de la Culture, ainsi que par le président de la filiale Kazakhe de la société des rapports culturels avec les pays étrangers.

MILITANTS DU  
P.D.G. !  
CONSIDEREZ-  
VOUS COMME  
SOLDATS !  
ORGANISEZ-  
VOUS !  
PRENEZ TOUTES  
LES INITIATIVES  
CREATRICES  
POUR  
CONSOLIDER LES  
BASES DE LA  
REVOLUTION !

# La Guinée l'Afrique le monde

suite de la page 4

Notre département a été obligé de renforcer les services de Gaoual et de Youkounkoun qui font frontière avec la Guinée dite portugaise. Nous venons de la région médicale de Boké, faire une tournée d'inspection dans la zone, de près d'un mois pour constater, de visu la situation sanitaire à nos frontières. J'affirme qu'elle est catastrophique, et cette situation est aggravée par la guerre d'extermination que le gouvernement portugais livre aux populations de ces régions.

Je sais que le délégué du Portugal voudra infirmer mes déclarations comme à l'accoutumée et finalement nous récitera son éternel « oremus ». Mais nous avons déjà été abusés par tous les euphémismes de la sainte lithanie. Aucune déclaration, aucun chiffre ne peuvent plus nous convaincre. Il n'y a plus d'auditeurs naïfs pour ces oraisons usées.

Ce qui est certain, et qu'on peut constater dans les différents rapports du Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal, c'est que la situation sanitaire est des plus dégradées dans ces territoires malgré toutes les offensives publicitaires d'une littérature dissolue. Et par la situation sociale voici l'extrait que nous tirons du « Réveil de l'Afrique ».

« L'organisation de l'enseignement reflète l'utilisation massive du travail forcé. En 1951-52 moins de 0,5 % de la population noire fréquentait les écoles primaires et cette estimation s'appuie sur des chiffres officiels et par conséquent optimistes. Cette année là, du reste, pas plus de soixante sept africains fréquentaient l'école secondaire, et pas un d'entre eux ne put se présenter au *terceiro ciclo*, qui seul donne accès à l'enseignement supérieur ».

Ce qui est encore exact en 1965 c'est qu'il y a eu de changement dans les domaines divers et le taux de scolarisation est toujours inférieur à 1%, alors que la plupart des pays indépendants d'Afrique vont de 30 à 85 %.

Tout ceci doit militer en faveur de l'octroi de l'indépendance par le Portugal à ses colonies-l'indépendance étant la voie royale du développement économique et social et partant de l'état sanitaire des populations.

Il faut dire que de son côté les Nations-Unies ont déployé des efforts louables pour amener le Portugal à donner l'indépendance aux territoires qu'il tient sous sa domination. Ainsi durant des années de 1960 à 1965, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont voté, hélas sans effet, des océans de résolution. Toutes les injonctions contenues dans ces décisions des Nations-Unies n'ont nullement ébranlé l'impassibilité du gouvernement Salazar qui colonise le Portugal et ses « provinces » depuis plus de 30 ans.

Et d'ailleurs ces provinces comme le précisent les résolutions 163 et 180 du Conseil de

## LA SANTÉ DES PEUPLES COLONISÉS

Sécurité sont des territoires non autonomes au sens du chapitre XI de la charte. Allant plus loin, le point 2 du dispositif de la résolution 180 « affirme que la politique du Portugal, qui prétend que les territoires qu'il administre sont des territoires d'Outre-Mer » et font partie intégrante du Portugal métropolitain est contraire aux principes de la Charte et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Voilà pour des amateurs d'argutie juridique un élément dogmatique pour préciser sans ambage que les territoires sous domination portugaise ne sont pas des provinces intégrées, mais des territoires non autonomes, qui de ce fait, peuvent conformément aux articles 8 et 47 de la constitution de l'OMS, participer au comité régional de l'Afrique et ont le droit d'y être représentées par des nationaux. Ces dispositions enlèvent au Portugal le droit de représenter ces territoires dans la région africaine.

Quant à la résolution 218 du Conseil de sécurité, elle note dans les considérants et le dispositif le refus persistant du Portugal de prendre les mesures nécessaires en vue d'appliquer les différentes résolutions, et déplore la carence du gouvernement portugais, qui ne se conforme pas aux résolutions antérieures du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et ne reconnaît pas le droit des peuples qu'il administre à l'auto-détermination et à l'indépendance. Mais il ne faut pas être dupe de la politique retrograde et entêtée du gouvernement Salazar. Il est un peu comme la tortue ; pour la faire marcher il lui faut chauffer le postérieur.

Deux exemples vous édifieront L'Union indienne, malgré sa patience et sa politique de non violence, malgré toutes ses demandes et ses avertissements, a été obligée d'employer la force pour énucléer le Portugal de GOA. Tout récemment le Conseil de sécurité invitait tous les pays pour aider la Grande-Bretagne dans sa politique de sanction économique à l'encontre de la Rhodésie du Sud. Le Portugal s'est encore entêtée vis-à-vis de sa vieille alliée et a laissé couler le pétrole vers Salisbury. Vous connaissez la suite. Des bâtiments de guerre anglais après avoir arraisonné des pétroliers croisent au large du port de Beiria. Ces exemples pour vous rappeler le chronique entêtement du gouvernement portugais et son impassibilité marmorienne devant les caresses, et de vous déterminer à prendre des décisions mordantes si l'on ne veut pas employer la violence — ce que la région de l'Afrique peut être amenée à décider dans le cas où les délégués portugais continueraient à participer à nos comités régionaux.

Si, en d'autres temps, l'on nous

disait que l'ONU prenne d'abord des décisions sur tel ou tel problème avant de le discuter à l'OMS, aujourd'hui ce sont les Nations-Unies qui font appel aux Etats membres et à ses institutions spécialisées de ramener le Portugal à la raison par différents moyens. Je renverrai ceux qui voudraient être convaincus, au point II du dispositif de la résolution 2105 et au point 9 du dispositif de la résolution 2107 de l'Assemblée générale qui disent en substance de refuser toute assistance, quelle qu'elle soit au gouvernement portugais tant qu'il n'aura pas renoncé à sa politique de domination coloniale.

Après tout ce qui précède et qui met en lumière toute la mauvaise foi du Portugal et toute son indifférence devant les problèmes angoissants qui préoccupent les Nations-Unies et l'Organisation Mondiale de la Santé, je ne vois pas quel allié du gouvernement Salazar voudra défendre une politique qui fait honte au genre humain.

Je ne vois même pas la possibilité d'une solidarité sentimentale, si l'on tient à respecter les objectifs de l'organisation et si l'on compatit tant soit peu à la situation humiliante et malheureuse de millions d'êtres humains dont le seul crime est d'avoir été dominé par le Portugal. Et c'est ceci que les Etats et l'Organisation de la santé doivent suivre l'exemple des autres Etats, de l'ONU et du Conseil de sécurité. Dans ce débat que nous ne voulons pas long nous aurons encore l'occasion de situer les amitiés de l'Afrique et du tiers monde.

Mais si les Etats en raison de pressions économiques peuvent prendre des positions divergentes, la passivité de notre organisation ne peut plus se prolonger.

C'est pour toutes ces raisons qu'au nom des Etats du groupe de l'organisation de l'Unité Africaine dont je suis le rapporteur, j'introduis ce projet de résolution à laquelle nous avons apporté un petit amendement

dans son dispositif premier ».

Après « Comité Régional de l'Afrique »

Inserer les mots « et aux activités régionales ».

Avant de terminer je fais appel à tous les délégués, à nos amis et à ceux qui peut-être ne voudraient pas être de notre côté, pour qu'ils considèrent ce débat, de façon objective afin qu'ensemble, sans passion nous lui donnions l'aboutissement qui lui convient. Nous n'avons pas quant à nous, Etats membres de la Région Africaine, l'intention de paralyser les activités de notre comité. Il ne faudrait pas que l'on nous y contraigne. Nous ne voulons pas de solution de désespoir qui risque de bloquer tout l'engrenage de notre organisation. Mais il faudrait que vous vous rendiez à l'évidence que le gouvernement portugais ne peut plus représenter les territoires qu'il domine impunément. Notre souhait ultime est que vous nous compreniez et que vous votiez le projet de résolution sans qu'il y ait de traces pénibles dont notre souvenir aurait du mal à s'accommoder.

M. le président, honorables délégués je vous remercie de votre attention.

### Lettre de l'Afrique du Sud

## Le gouvernement faciste de Verwoerd dispose des lois des plus cruelles, basées sur la discrimination raciale

Le gouvernement faciste de Verwoerd dispose du code de lois des plus cruelles, basées sur la discrimination raciale. Ceux qui luttent contre ces lois sont sévèrement punis. Les populations blanches et noires sont soumises aux représailles. Des milliers de partisans de la liberté et de l'égalité des races languissent en prison. Nombre de patriotes sont pendus. D'autres attendent l'exécution.

Les fascistes sud-africains ont condamné à une réclusion perpétuelle Abraham Fisher, représentant de la population blanche, l'un des partisans de la liberté et de l'égalité des races les plus respectées.

Les lois fascistes contre lesquelles a lutté Fisher, sont élevées en Afrique du sud au niveau de la politique nationale. Ces lois servent à éterniser l'esclavage racial et la haine parmi le peuple. Pour cette raison, Fisher a déclaré ouvertement que sa conscience ne lui permet pas de s'y soumettre.

Abraham Fisher, un homme qui a lutté durant toute sa vie pour une société libre en Afrique du sud, pour l'amitié et le bonheur des blancs et des noirs. Sa fidélité à l'oeuvre de la paix et de la liberté s'est manifestée avec une force particulière pendant le procès des partisans de la liberté. Sa défense de Nelson Mandela, Walter Sissoulou et d'autres leaders populaires té-

moigne le courage inflexible de ce partisan de la liberté et de l'égalité en Afrique du Sud.

Nous autres, habitants de l'Afrique du Sud, nous appelons

tous les hommes de bonne volonté, qui ont à coeur la liberté et la paix, de forcer la clique de Verwoerd de mettre en liberté notre héros national.

On ne peut permettre aux obscurantistes d'enfermer à perpétuité cet homme en prison fasciste.

Les hommes du monde, aidez à mettre en liberté Abraham Fisher et d'autres patriotes de notre patrie, à les arracher des pattes de la clique de Verwoerd. Libérez — les des casemates de la mort où Verwoerd maintient ses adversaires idéologiques.

## ANGOLA

(Suite de la page 4)

buscade à un convoi militaire portugais et 17 soldats ennemis y ont trouvé la mort.

Auparavant, Almeida avait informé les journalistes que le M.P.L.A. avait ouvert un nouveau front de combat au sud de l'Angola, région où se trouve concentrés les plus importants intérêts des colonialistes et des néo-colonialistes.

Le représentant du M.P.L.A. a souligné : « la lutte de notre peuple est juste. Il appartient au peuple angolais de recouvrer la dignité et sa terre natale et d'en expulser les envahisseurs colonialistes. Nous le ferons coûte que coûte et quels que soient les sacrifices à consentir ».

Quant au commandement de la deuxième région des forces armées du M.P.L.A., il a fait savoir dans un communiqué publié le 8 juin à Alger : « le premier juin dernier, vers 18 heures une batterie de mortiers des forces armées du M.P.L.A. appuyée et protégée par un barrage de tir de mitrailleuses, a attaqué

le poste ennemi de Sanga qui a été pilonné durant une demi-heure. Nos obus ont complètement détruit quelques casernes et en ont endommagé d'autres, causant à l'ennemi un nombre considérable de pertes ».

## L'Afrique est mûre pour la Révolution

suite de la page 4

est une épine dans le pied », a-t-il indiqué.

Il a condamné la Grande Bretagne pour avoir créé le problème de l'Afrique du Sud, extrêmement dangereux et encore en suspens. Il a averti que si la Grande Bretagne créait une situation semblable en Rhodésie du sud, le commonwealth britannique serait détruit.

Le président Nyéréré a révélé qu'il n'assisterait pas à la conférence des premiers ministres du Commonwealth qui aura lieu dans le courant de cette année.

# HOROYA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe  
Quotidien  
du Parti  
Démocratique  
de Guinée

COMPTES CHEQUES POSTAUX (C.C.P.) 7770  
BANQUE CENTRALE R. G. (B.C.R.G.) 32-34-58

## Guinée - Bissao

### «L'action courageuse de nos combattants brisera les tentatives criminelles des colonialistes portugais»

souligne un communiqué du P. A. I. G. C.

Aninés par un engagement patriotique dans leur lutte de libération contre le fascisme portugais, les combattants du P.A.I.G.C. enregistrent chaque jour qui passe de grandes victoires sur l'ennemi.

Dans un communiqué daté du 9 juin, le Bureau du secrétariat général de Dakar annonce une intensification de la lutte qui doit mettre fin dans un proche avenir, à la guerre criminelle qu'oppose le gouvernement portugais au peuple de la Guinée et du Cap Vert. Voici ce que dit ce communiqué :

Après avoir procédé à l'inspection de l'organisation politique et des forces armées dans les régions du Sud et de l'Est du pays, le secrétaire général de notre Parti, Amilcar Cabral, vient de faire un séjour de deux semaines dans les régions du Nord du pays, où il a présidé la Conférence semestrielle des cadres.

Cette conférence qui s'est tenue dans une zone libérée, a pris des décisions importantes concernant l'intensification de la lutte armée pendant la saison des pluies, le renforcement de l'organisation politique du Parti, l'augmentation de la production, le développement de l'instruction, l'assistance sanitaire et le ravitaillement des populations en articles de première nécessité.

Au cours de ce séjour au Nord du pays, le secrétaire général du Parti a inspecté plusieurs écoles, dispensaires, bases de la guerrilla et unités de notre armée régulière et pris également un large contact avec les populations. Des meetings rassemblant des centaines, en quelques cas des milliers de personnes, ont été réalisés, permettant au secrétaire général de faire le point de la situation dans notre pays et de développer devant les populations enthousiasmées, les perspectives de notre lutte et de l'avenir de notre peuple.

Au cours de sa tournée le secrétaire général du P.A.I.G.C. était accompagné par les principaux responsables du Nord du pays, notamment Oswaldo Vieira (Ambrosio Djassi) et Francisco Mendes (Chico Te) membres du Bureau Politique, ainsi que par José Mendes, Chef militaire des forces armées de libération de l'Angola et Gérard Challand, journaliste et écrivain français

du journal «Les Temps Modernes».

Ayant eu connaissance de la présence de notre secrétaire général, les forces colonialistes ont mis tout leur dispositif en action dans la vaine tentative de l'arrêter ou de le tuer. C'est ainsi que le 5 juin, vers 6 heures du matin, 10 bombardiers B 26 et 4 chasseurs Fiat (ceux-ci portant encore le drapeau de l'Allemagne Fédérale) ont bombardé et mitraillé sauvagement le village de Djagali où, la veille, le secrétaire général avait présidé un meeting qui rassembla plus de 3.000 personnes dont 300 élèves des écoles primaires. En même temps, des canonniers et d'autres bateaux portugais circulaient dans le fleuve farim essayant de boucler les passages vers l'extérieur tandis que 6 hélicoptères débarquaient des troupes à la frontière avec le Sénégal, entre Guidage et Bigène.

L'action courageuse de nos combattants a cependant mis en échec cette tentative criminelle des colonialistes portugais. En effet, malgré le sauvagement bombardement de Djagali, qui a fait 5 blessés et 7 morts, dont 4 femmes et 2 enfants, nous avons mis en fuite les troupes colonialistes qui ont essayé d'occuper ce village, leur causant 10 morts et plusieurs blessés, tandis que nos forces de la frontière mettaient en déroute les troupes héli-portées, tuant 5 militaires colonialistes et blessant plusieurs autres.

### Le Président Nyeréré : L'Afrique est mûre pour la Révolution

«L'Afrique est tout à fait mûre pour la révolution», a déclaré le président Tanzanien Julius Nyeréré dans une conférence de presse tenue à Dar Es Salam.

Il a ajouté : «si on ne permet pas à la révolution de s'y dérouler, alors l'Afrique ne sera plus l'Afrique, parce que l'Afrique est dans une révolution».

«Tout ce que nous voulons faire, c'est devenir indépendants, a-t-il continué. L'impérialisme en réalité, c'est l'impérialisme occidental. Nous combattons des pays occidentaux, et quand les peu-

## «Engager une action déterminante pour la sauvegarde et la promotion des droits à la santé des peuples colonisés»

souligne le Dr. Keita Ousmane  
à l'Assemblée générale de l'O.M.S.

Suite de notre précédent numéro

La constitution du Portugal, et je cite encore Davidson «est un texte magnifique à la lecture. Rien ne pourrait être plus libéral ni plus tolérant : rien également, ne pourrait être plus irréal». Ainsi l'article 19 du décret de 1930, incorporé en bloc dans la *carta organica*, déclare que «toute ordonnance permettant à l'Etat d'entreprendre la fourniture de travailleurs indigènes à quelque entreprise que ce soit travaillant pour son propre développement économique est interdite, et que «toute ordonnance permettant de forcer les indigènes, dans n'importe quelle partie de l'Angola à fournir du travail pour de telles entreprises sous quelque prétexte que ce soit est également interdite». Mais ces interdictions ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites.

Elles sont destinées à la consommation extérieure... «elles ne reflètent nullement ce qui se passe en réalité».

Des exemples de ce genre sont légions. Tout est parodie et mensonge. Il faut tout faire pour désarmer l'opinion internationale et, dans ce but, une presse spécialisée fournit la bonne nourriture.

Et pour nous qui nous occupons de la santé physique, mentale et sociale de ces peuples qu'en est-il en fait ?

La littérature portugaise vous parlera abondamment d'immense effort fait dans les provinces j'allais dire les colonies. Pour eux l'infrastructure sanitaire et sociale est l'une des plus développées de l'Afrique et l'on vous donnera certes des chiffres éblouissants d'une statistique gratuite par ce que inexistante.

Voici ce que nous dit en bref l'auteur du «Réveil de l'Afrique» citant le rapport d'un ancien député du parlement portugais. Il livre ces déclarations : «Je soutiens, dit-il que les services de santé destinés aux indigènes de l'Angola, du Mozambique et de

la Guinée sont à de rares exceptions près, inexistantes». Il n'est pas étonnant que la mortalité infantile atteigne un chiffre de 60 % et qu'une mortalité aussi élevée que 40 % ne soit pas rare parmi les travailleurs eux-mêmes». «L'Angola, conclut-il, va rapidement vers la catastrophe». Plus loin il dit que cela «réside dans la chute brutale de la natalité, dans le nombre croissant de malades et d'infirmités et dans le taux général de la mortalité, celle-ci dépendant dans une large mesure des conditions de recrutement de la main-d'œuvre et du travail lui-même». Poursuivant son enquête Davidson nous livre, maintenant l'opinion

d'un médecin portugais dans la possibilité d'amélioration de la condition générale des Africains. «Je n'en vois aucune — Au point de vue de l'alimentation ils se portent plus mal dans l'ensemble que lorsqu'il y avait davantage de forêts et d'animaux sauvages. Les moustiques, les tiques et les mouches sont aussi nombreux qu'avant. La tuberculose a dû decupler pendant ces vingt dernières années».

Mais aujourd'hui encore le même problème se pose aussi bien pour la variole que pour les autres endémies.

Je confirme ce que le distingué délégué du Sénégal a déclaré en plénière concernant les passages des flambées épidémiques de la Guinée Bissao vers la République du Sénégal, de la Guinée.

(Suite page 3)

### Le voyage du sénateur Robert Kennedy «Nous devons reconnaître l'égalité absolue de tous les hommes qui constituent un peuple devant la loi»

Dans un monde différent, dépourvu de haine, de crainte et de barrières artificielles, l'Afrique du Sud pourrait jouer un rôle remarquable dans la société, ainsi s'est exprimé le sénateur américain, Robert Kennedy, devant une foule massée à l'Université du Cap, lors de son voyage en Afrique du Sud la semaine dernière.

M. Kennedy a fait observer que les Etats-Unis avaient eux-mêmes un problème racial. «Depuis deux siècles», a-t-il déclaré à son auditoire, «mon pays lutte pour surmonter le handicap des préjugés et de la discrimination basés sur la nationalité, la classe sociale ou la race. Discrimination profondément incompatible avec les théories et les commandements de notre constitution. Il a ajouté : «Nous devons reconnaître l'égalité absolue de tous les hommes qui constituent un peuple. Devant Dieu, devant la loi, et au sein des conseils gouvernementaux.

«Nous devons le faire pour une raison toute simple, une raison fondamentale, parce que

cela est juste et nous devons nous engager à le faire en dehors de nos frontières comme nous le faisons dans notre propre pays.

Et le sénateur Kennedy a affirmé : «Les caractéristiques essentielles de la nature humaine ne peuvent être protégées et préservées que là où le gouvernement favorise, non pas simplement les riches, les personnes appartenant à une religion ou à une race particulières, mais l'ensemble du peuple.

Les différents maux sont tous l'oeuvre de l'homme. Ils font appel aux consciences et à l'indignation de tous, à la détermination commune de supprimer les souffrances inutiles de nos frères dans notre pays et particulièrement du monde.

C'est aux jeunes du monde entier, a déclaré encore le sénateur Kennedy, qu'il appartient de prendre l'initiative de l'édification d'un monde de nations indépendantes, évoluant vers une communauté internationale, chacune d'elles protégeant et respectant les libertés fondamentales de l'homme».

### Les patriotes angolais ouvrent un nouveau front dans le sud du pays

Les forces armées du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) ont détruit un pont reliant la route militaire de Luso (au nord de l'Angola) au centre du pays, au cours d'une récente campagne visant à occuper cette importante ligne de transports à l'armée colonialiste portugaise.

Cela a été annoncé par Luis

Almeida, représentant permanent du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, en Algérie lors d'une conférence de presse qu'il a donné le 10 juin à Alger. Almeida a dit que non loin de Luso, ville qui se trouve à trois cent kilomètres de la frontière Angola-Zambie, les commandos du M.P.L.A. ont tendu une en-

(Suite page 3)

(Suite page 3)